

Folio



La protection sociale aux Pays-Bas :
réformer le système en changeant son vocabulaire
Social protection in the Netherlands:
Reforming systems by changing vocabulary



Travail numérique : un défi pour la solidarité

L'Ipse à La Haye



armoiries du Pays-Bas

Présidence de l'UE : les Pays-Bas misent sur une approche pragmatique
EU Presidency: the Netherlands relies on a pragmatic approach

L'Association Internationale de la Mutualité: un partenaire essentiel pour l'Ipse
International Association of Mutual Benefit Societies: A key partner for Ipse

Une plateforme européenne pour lutter contre le travail non déclaré
A European platform to fight undeclared labor

Une mutuelle et une institution de prévoyance adhèrent à l'Ipse

- Édito**
- 3 - Europexit?
 - 4 - *Europexit?*
- A propos**
- 5 - La protection sociale aux Pays-Bas : réformer le système en changeant son vocabulaire
 - 6 - *Social protection in the Netherlands: Reforming systems by changing vocabulary*
- Folioles**
- 8 - Europe : quel futur pour la santé et la sécurité au travail ?
 - 8 - Intergroupe économie sociale du Parlement européen
 - 8 - Forum européen de l'économie sociale et solidaire
 - 8 - Les réfugiés, une opportunité pour l'économie européenne
 - 9 - 15^e Colloque Professionnel Ipse
 - 9 - L'Ocirp, leader pour le 5^e risque
 - 9 - Une mutuelle et une institution de prévoyance adhérent à l'Ipse
- Dialogue**
- 10 - Présidence de l'UE : les Pays-Bas misent sur une approche pragmatique
 - 11 - *EU Presidency: the Netherlands relies on a pragmatic approach*
- Folioscopie**
- 12 - L'Association Internationale de la Mutualité : un partenaire essentiel pour l'Ipse
 - 13 - *International Association of Mutual Benefit Societies: A key partner for Ipse*
- Échotiers**
- 14 - « Brexit » : l'accord suffira-t-il pour une victoire du « in » ?
 - 14 - "Brexit": will the agreement be enough to ensure a win for "in"?
 - 15 - Une plateforme européenne pour lutter contre le travail non déclaré
 - 15 - *A European platform to fight undeclared labor*
- Reflets d'Europe**
- 16 - Wrocław, Poland's European showcase
 - 16 - Wrocław, vitrine européenne de la Pologne
 - 17 - San Sebastian met à l'honneur l'innovation sociale
 - 17 - *Social innovation center stage in San Sebastian*
 - 18 - La famille, le noyau dur de la solidarité en Italie
 - 18 - La Touraine, berceau de longévité
- Foliothèque**
- 19 - À lire...
 - 20 - **42^e Rencontre Ipse**

Ipse

92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65
europesociale@euroipse.org
http://www.euroipse.org

FOLIO 70 Mars 2016 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :
Dominique Boucher

Rédacteurs :
Dominique Boucher,
Marcel Smeets, Kannishia Afonso,
Pietro Romano

Traductions :
Kannishia Afonso, Pietro Romano,
Corporate Editions

Conception, réalisation et impression :
Lillianne Camard

AGENDA

Conseil d'Administration
Mercredi 16 mars à 9h30

Conférence Synergie
Vendredi 18 Mars à 9h30

Commission Europe
Lundi 4 Avril à 14h00

Conseil d'orientation
Mardi 5 Avril à 9h30

Assemblée Générale
Mercredi 6 Avril à 9h30

Europexit ?



Dominique Boucher,
délégué général
de l'Ipse

La carte de l'Europe géopolitique ne ressemble à aucune des représentations des cinq ou six continents de la planète, si ce n'est l'Amérique du Nord dans une toute autre dimension.

Composée de 50 pays, le nom Europe se confond avec, en son sein, une Union européenne de 28 Etats. Les quelques 20 autres sont pour la plupart désireux de rejoindre l'Union, sans nécessairement en mesurer toutes les conditions et les conséquences.

Paradoxalement, parmi les 28, certains boudent leur présence alors que pourtant ils ont demandé avec insistance à rejoindre cette communauté, en s'agrégeant alors aux 6 pays fondateurs, en 1957, du Traité de Rome. Se sont profilés chez ses impétrants, au fur et à mesure de la construction européenne, des écarts voire des refus de solidarité de destins, particulièrement dans le champ social.

Le fait que nous vivons sans guerres intestines, que des progrès en coopérations renforcées (donc non étendues à l'ensemble) aient permis la monnaie unique et la libre circulation, ne suffisent plus à faire de l'Europe un projet partagé face aux crises financière, économique et sociales, souvent entremêlées. Plus récemment, suite à l'inconséquence occidentale face aux conflits orientaux, l'Union se voit abordée massivement par les souffrances de populations détruites et fuyantes vers un Eldorado des plus funestes. Ajoutons à cela les leçons de l'histoire, les passés conflictuels non résiliés, la résurgence de nationalismes tant désuets que destructeurs.



Alors : « exit » l'Europe en tant qu'Union ?

Après le « Grexit » de 2015 qui se voulait exclusion, en 2016 domine le « Brexit » qui prétend se soustraire au droit commun d'une Union, sauf si celle-ci admet, qu'un Etat, puisse ainsi se distinguer. Puis ce 15 février, ces quatre nations du groupe dit de Visegrad (Hongrie, République Tchèque, Slovaquie et Pologne), entendent demander des mesures spécifiques quant à leur gouvernance et cela sans renoncer aux aides tant nécessaires à leur développement. Puis les Danois et les Finlandais qui entendent s'inspirer des bénéfices obtenus par le Premier ministre britannique lors du Conseil européen du 18 février.

Les cartes de chacun sont battues et rebattues telles celles d'un jeu de poker menteur.

Savoureuse cependant cette initiative italienne réunissant au même moment les ministres des Affaires étrangères des 6 pays fondateurs pour réaffirmer leur volonté de relancer le processus d'intégration européenne en ces termes : « Nous ne pouvons imaginer qu'à l'avenir, des décisions individuelles de pays puissent remettre en question toutes les conquêtes de ces dernières décennies, notamment la libre circulation des personnes. »

Oui l'Europe traverse « un moment très difficile » selon l'hôte italien.

Oui les refus se font sur la volonté de remettre en cause les coordinations dans le domaine de la protection sociale entre Etats.

Oui le dumping social serait encouragé alors que cette atteinte à la dignité des travailleurs et cette plaie pour les entreprises est déjà si dévastatrice.

Alors les entreprises de protection sociale solidaire, mutualistes, paritaires, coopératives doivent s'entendre, au-delà de leurs différences et intérêts à court terme. Elles doivent davantage s'appuyer sur leurs associations et ainsi renforcer leur promotion, par famille telle l'AISS, l'AIM, l'Amice, l'AIEP et aussi de façon transversale avec l'Ipse.

C'est alors qu'elles pourront mieux peser sur les institutions européennes et nationales, la société civile organisée, particulièrement les partenaire sociaux. Ainsi loin d'être victimes des égoïsmes et populismes nationaux, elles s'affirmeront comme alternatives crédibles tant par leur capacité économique et sociale, renforcées par une gouvernance encore plus démocratique, par des stratégies et des engagements de long terme. ■

Europexit?



Dominique Boucher
Executive Director
of Ipse

The geopolitical map of Europe is like no other representation of the planet's five or six continents save perhaps North America, but with completely different dimensions.

Comprising 50 countries, the very name Europe is confused with the 28 nations of the European Union. The 20 or so remaining countries would, for the most part, like to join the Union, without necessarily taking into account all of the conditions and consequences.

Paradoxically, among the 28, certain countries disapprove of their presence though they have persistently petitioned to join the community, by aligning themselves with the six founding countries, which signed the Treaty of Rome in 1957. As European construction advanced great differences or even a refusal of solidarity became visible among the incoming countries, particularly on social issues.

The fact that we are living in an era free from domestic wars, as well as the progress made concerning intensification (rather than extension) of cooperation, which made it possible to create a single currency and ensure free movement of goods and persons, are no longer sufficient to make Europe a shared project when faced with financial, economic and social crises. Moreover, these crises are often intermingled. Recently, due to the West's inconsequential response to the conflicts in the Middle East, the Union is being solicited en masse by the sufferings of populations who have been annihilated and are fleeing toward a macabre El Dorado. We must add to this the lessons of history, unresolved past conflicts, and the resurgence of nationalisms that are at once outmoded and destructive.

So: "exit" Europe as a Union?

After the "Grexit" in 2015 which was intended as a kind of exclusion, 2016 is dominated by "Brexit" which is attempting to circumvent the civil laws of the Union, unless the Union accepts that a nation can so distinguish itself. Then, on February 15, the four nations of the Višegrad group (Hungary, The Czech Republic, Slovakia and Poland), intend to request specific measures concerning their gover-

nance without relinquishing the aid so necessary for their development. Following that, the Danes and the Finns intend to take up the benefits obtained by the British Prime Minister at the European Council meeting of February 18.

The cards have been shuffled, cut and dealt, like in a game of liar's poker. So it is particularly spicy to see the Italian initiative gathering together the Ministers of Foreign Affairs of the six founding nations to reaffirm their will to re-launch the process of European integration in these terms: "It is unimaginable that in the future countries' individual decisions could call into question all of the conquests of the past decades, especially as concerns free movement of people."

Yes, Europe is going through a "very difficult period" according to the Italian host.

Yes, certain refusals are based on the will to question the coordination of social protection among nations. Yes, "social dumping" might be encouraged while this outrage to the dignity of workers and this pestilence for businesses is already so devastating.

As such, solidarity-based social protection providers, mutual benefit associations, paritarian organizations and cooperatives must get along, looking beyond their short-term differences and interests. They must rely more on their associations thereby ensure greater promotion of the sector by family, such as AISS (the International Social Security Association), AIM (International Association of Mutual Benefit Societies), Amice, AIEP (The European Association of Paritarian Institutions) and also, in a cross-cutting manner, IPSE.

They will then be able to weigh on national and European institutions, organized civil society and particularly social partners. Far from falling victim to egotism and national populisms, they can assert themselves as credible alternatives in terms of both their social and economic capacity, enhanced by ever-more democratic governance and long-term strategies and commitments. ■



La protection sociale aux Pays-Bas : réformer le système en changeant son vocabulaire

Hormis les vaches et les moulins, les Pays-Bas sont connus pour leur typique système de protection sociale qui mélange des éléments publics et privés. Suite à une importante réforme du système d'assurance maladie en 2006 et à la révision, actuellement en cours, des dispositions en matière de soins de longue durée, les Néerlandais sont passés d'un système bismarckien classique à un système hybride. Ce modèle typiquement néerlandais est encore en construction, mais il a déjà obtenu des évaluations positives de l'étranger.

Le système de protection sociale néerlandais n'a pas beaucoup changé depuis sa mise en place sous l'occupation allemande dans les années 40. Son architecture bismarckienne résiste encore aujourd'hui, et la plupart de ses caractéristiques le rapprochent du système de son voisin allemand. Toutefois, à la fin des années 80 et au début des années 90, sous l'influence du discours néo-libéral en vogue à l'époque, les Néerlandais ont introduit un nouveau vocabulaire et commencé à considérer la protection sociale comme un secteur économique comme n'importe quel autre. Les patients sont devenus des clients, la liberté de choix a été convertie en compétition et les services publics sont devenus des responsabilités privées.

Cette frontière de plus en plus floue entre le secteur public et le secteur privé constitue probablement le changement le plus radical de la dernière décennie. Cette transformation s'est faite de manière assez souple et on pourrait estimer que la réglementation européenne en a été à la base. Les directives sur l'assurance non-vie, l'Union économique et monétaire et ses critères monétaires ont tous été des facteurs poussant à renommer et à réviser les responsabilités.

La réforme du système d'assurance-maladie de 2006 est souvent considérée comme un virage à droite et une brusque introduction du capitalisme de marché dans le système de sécurité sociale. Les sociétés d'assurance-maladie privées (à savoir, les mutuelles) doivent être en concurrence (c'est-à-dire, elles doivent opérer au niveau national au lieu du niveau régional) pour attirer les clients (la liberté de choix).

A vrai dire, il s'agissait plutôt d'une codification de la pratique existante. Ce qui était vraiment révolutionnaire, c'était l'abolition de la distinction entre ce qui était considéré public, le Ziekenfondsen, et ce qui était perçu comme privé, les assureurs. De plus, et en conséquence de cela, le système de financement a évolué d'un modèle basé principalement sur les versements des travailleurs en fonction de la taxation, à un modèle

de cotisation supporté par les employeurs. Ce modèle hybride qui mélange le public et le privé est assez unique sur le continent européen. Il est évident qu'il reste des questions légales qui doivent être résolues, notamment au niveau européen. La dichotomie public-privé est encore dominante à Bruxelles et c'est seulement grâce à une dérogation à l'article 54 de la Directive assurance non-vie que ce modèle néerlandais peut exister.

Un autre changement majeur s'est produit dans le secteur des soins de longue durée. Depuis 2015, le Wet langdurige zorg (WLZ) remplace le Algemene Wet Bijzondere Ziektekosten (AWBZ).

Le WLZ a été conçu pour les personnes nécessitant de soins intensifs et un contrôle permanent, tels les patients souffrant de démence ou de handicaps graves.

La vraie révolution réside dans le fait qu'aujourd'hui les communautés locales sont en charge du suivi des besoins sociaux et de soins de longue durée de leurs citoyens. Désormais, il ressort de la responsabilité des communautés locales d'établir les besoins médicaux de la population.

L'idée qui sous-tend cette réforme est de se focaliser davantage sur les individus que sur le système. L'assistance sociale et l'assistance médicale ont toujours été deux sphères séparées. Or, en les unifiant au niveau local, on espère obtenir un environnement plus adapté pour les prestataires de soins – à la fois les professionnels de santé et les assistants sociaux.

D'un point de vue financier, cette réforme accroît aussi bien les opportunités et les responsabilités des gouvernements locaux. Les fonds de l'ancien AWBZ seront partagés entre le ZW (pour les questions médicales), le WMO (pour les questions sociales) et le JW (pour les soins aux jeunes). Tous les autres fonds seront canalisés dans une seule entité, le nouveau WL. ■



MARCEL J.G. SMEETS

Membre du Conseil d'orientation de l'Ipse



MARCEL J.G. SMEETS
Member of the Advisory
Board of the IPSE

Social protection in the Netherlands: *Reforming systems by changing vocabulary*

Apart from cows and mills, the Netherlands is famous for its typical mix of public and private elements in its social protection system. After a major reform of the health insurance system in 2006 and a reshuffle of the long-term care provisions currently underway, the Dutch have moved from a classical Bismarckian system towards a hybrid mix. This typical Dutch model is still under construction, but has already attracted lots of foreign appraisal.

The Dutch social protection hasn't changed that much since its implementation under German occupancy in the 1940s. Today, its Bismarckian architecture still stands and most characteristics are still similar to their German counterparts. But in the late 1980s, early 1990s and influenced by the neo-liberal political discourse at that time, the Dutch introduced a different vocabulary and started considering social protection as just another industry and economic sector. Patients turned into clients, freedom of choice was translated into competition and public tasks became private responsibilities.

This vanishing distinction between public

and private is probably the most revolutionary change over the last decades. It was a rather smooth transition and one could argue that EU regulation was at its basis. The non-life and insurance directives, the European Monetary Union and its monetary criteria have all been drivers for re-naming and re-shuffling of responsibilities.

The 2006 reform of the health insurance system is often considered as a step to the right and a rude introduction of market capitalism in social security. Private health insurance companies (read: mutuals) have to compete (read: have to operate on a national instead of regional scale) for the favour of clients (read: freedom of choice). But to tell the truth, it was more a codification of practice. What really was revolutionary was that the distinction was abolished between the as public considered Ziekenfondsen and the as private seen insurers. In addition, and as a consequence, the financing changed from mostly taxation-based payments by the workers, to a mostly contribution-based payment borne by the employers.

This hybrid, mixed public-private model is quite unique on the European conti-

nent. And it is clear that there are still legal issues to be solved – especially on a European level. The public-private dichotomy still rules in Brussels and it is only thanks to the exception rule of the Art 54 Non-life insurance directive that this Dutch model exists.

Another important change has taken place in the long-term care sector. Since 2015, the *Wet langdurige zorg (WLZ)* is replacing the *Algemene Wet Bijzondere Ziektekosten (AWBZ)*. The WLZ is meant for people in need of intensive care and supervision, for example people suffering from dementia or people with severe disabilities.

The big change is that today, local communities are responsible for the social and long-term medical care for their citizens. It is up to local communities to see which and to what extent people are in need for care.

The idea behind this reform is to put not the system, but the people at the heart of attention. Social care and medical care have always been distinct spheres and by combining both at the lowest level, it is expected to create a better equipped environment for care givers – both medical professionals and social care workers.

Financially, this reform increases the opportunities as well as responsibilities of local governments. The funds of the former AWBZ will be split up in ZW (for medical matters), WMO (for social care) and JW (youth care). All other funding will be channeled through the new WL. ■

Le système de sécurité sociale néerlandais comprend deux types d'assurances sociales : le régime d'assurances nationales (volksverzekeringen), qui couvre toutes les personnes résidant de manière légale aux Pays-Bas, et le régime d'assurances pour les salariés (werknemersverzekeringen) qui couvre les employés au titre d'une activité professionnelle. La principale différence est que le régime d'assurances nationales est financé par l'impôt alors que le régime d'assurances pour les salariés est financé à travers des cotisations et des primes.

Protection sociale aux Pays-Bas		
Régime d'assurances nationales	Régime d'assurances pour les salariés	
	Assurance de personnes	Assurance des employeurs
Participatiewet , soutient les personnes en capacité de travailler mais qui rencontrent des difficultés dans la recherche d'emploi ou dans l'exécution de leur travail.	WLZ , soutient les personnes nécessitant assistance sociale et de soins intensifs.	WIA , soutient les salariés qui sont dans une incapacité partielle ou totale de travailler.
IAOW , soutient les personnes âgées et les travailleurs partiellement handicapés sans emploi.	AOW , soutient les personnes âgées dès qu'elles atteignent l'âge de la retraite.	WAO , soutient les salariés qui ont perdu leur capacité de travailler suite à une maladie.
IOAZ , soutient les indépendants partiellement handicapés.	ANW , soutient les individus dont le partenaire est décédé.	VWV , soutient les salariés en situation de chômage.
TW , aide intégrant les autres services ou assurances au cas où ces derniers se révéleraient insuffisants.		ZW , soutient les salariés qui ont perdu leur revenu à cause d'une maladie.
AKW , soutient les parents pour l'éducation de leurs enfants.	ZVW , panier de soins de santé de base pour tous les citoyens.	

Social protection in the Netherlands is composed of two silos: social amenities and social insurance, which can be distinguished between: volksverzekeringen en werknemersverzekeringen. The main difference is that social amenities are financed through taxation, and social insurance through premiums.

Social protection in the Netherlands		
Social amenities	Social insurance	
	People's insurance	Employers' insurance
Participatiewet , to support people that are able to work, but encounter problems in finding a job and/ or having difficulties in job execution.	WLZ , to support people in need of intensive social and medical care.	WIA , to support employees who are fully or partially incapable to work.
IAOW , to support older persons and partly disabled workers without a job.	AOW , to support older persons as from their retirement age.	WAO , to support employees that have fallen ill and lost their capacity to work.
IOAZ , to support partly disabled self-employed.	ANW , to support people whose partner has died.	VWV , to support employees that have lost their job.
TW , to support people in case other amenities and/ or insurances are insufficient.		ZW to support employees that due to illness have lost their income.
AKW , to support parents in raising up their children.	ZVW , to insure all citizens against medical costs.	

Europe : quel futur pour la santé et la sécurité au travail ?

L'Ipse a participé le 12 janvier à Bruxelles à un débat sur les derniers développements et les initiatives futures visant à garantir la santé des salariés. Lors de ce débat, auquel ont participé des députés européens ainsi que des représentants des institutions et des partenaires sociaux, a été soulignée l'importance d'investir dans la santé et la sécurité au travail. Cet investissement, selon l'ESIP, bénéficierait non seulement aux salariés mais également aux entreprises et à l'économie européenne dans son ensemble. ■



Forum européen de l'économie sociale et solidaire

Le groupe politique Gauche Unitaire Européenne (GUE/NGL) a organisé le premier Forum européen de l'économie sociale et solidaire au Parlement européen, le 28 janvier dernier. L'Ipse était présent et a participé aux débats en plénière et dans les ateliers avec plus de 250 participants représentant les diverses sensibilités de l'ESS. Cela a été l'occasion de réitérer la position des acteurs de l'ESS quant aux mesures qu'ils attendent des institutions européennes, qui tiennent tant aux aspects juridiques (les « Statuts ») qu'aux formes de financement et à la création d'une culture d'entrepreneuriat social. ■



Intergroupe économie sociale du Parlement européen



L'Ipse a participé à la réunion de l'intergroupe économie sociale du 18 janvier dernier, lors de laquelle les participants ont réaffirmé leur volonté de promouvoir l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) un modèle économique qui pâtit encore d'un manque de visibilité et de reconnaissance juridique au niveau européen. L'Ipse soutient la position qui a émergée lors des débats, à savoir le fait que

l'ESS ne devrait pas se limiter à la simple création d'emplois dans un contexte de crise économique, mais viser la création d'emplois de qualité. Les institutions européennes devraient mettre davantage l'accent sur les conditions de travail, car « la précarité du travail entraîne la précarité de tous les aspects de la vie d'un individu », a souligné le ministre luxembourgeois du travail Nicolas Schmit. ■

Les réfugiés, une opportunité pour l'économie européenne

Dans le cadre de sa participation aux travaux du Comité économique et social européen, l'Ipse a participé à un séminaire sur l'intégration des réfugiés sur le marché du travail organisé à Bruxelles le 22 février dernier. L'intégration des réfugiés sur le marché du travail, c'est l'une des conclusions du séminaire, n'est pas un choix mais plutôt un passage obligé. D'une part puisque cela permettrait d'avoir une population de réfugiés active qui produirait de la richesse et ne serait plus demandeuse d'« assistance ». D'autre part, car avec la tendance démographique actuelle en Europe, il y aura une perte de 19 millions de travailleurs

entre 2023 et 2060. L'intégration des réfugiés sur le marché du travail pourrait contribuer à compenser cette perte. ■



15^e Colloque Professionnel Ipse

Les habits neufs de la protection sociale complémentaire : quid de la solidarité ?

Cette conférence, accueillie par notre adhérent le Groupe KLÉSIA, le vendredi 29 janvier, a permis de débattre non seulement sur les dernières évolutions législatives, mais également en matière d'offres et d'opérateurs dans le domaine de la protection sociale complémentaire. Les actes de la matinée sont disponibles sur le site d'Ipse.

Lors de ce 15^e Colloque Professionnel Ipse, les différents intervenants ont insisté sur la nécessité pour le secteur de la protection sociale complémentaire de se réinventer sans oublier ses valeurs, pour faire face aux évolutions économiques, sociales, sociétales et technologiques.

A ce titre, le gouvernement avait décidé de généraliser la complémentaire santé à tous les salariés. Seulement, les nombreux « exclus » de cette généralisation – non-

salariés mais aussi les salariés dispensés d'adhésion, sont captés à coup de dumping tarifaire par des « mutuelles communales », dont le modèle économique semble fragile. Pour pallier ce phénomène, certains prônent la mise en place de conventions collective de sécurité sociale coercitives, conçues et gérées par les partenaires sociaux des branches, représentatifs à 50% des effectifs.

Les débats de la matinée ont confirmé la nécessité d'introduire davantage de solidarité au sein de la protection sociale complémentaire pour une solution pérenne et humaine. ■



Une mutuelle et une institution de prévoyance adhérent à l'Ipse



En ce début 2016, l'Ipse accueille deux membres, l'un mutualiste, l'autre paritaire, confortant notre association dans son rôle original de lieu de rassemblement des deux composantes historiques de nos entreprises de protection sociale.

La Mutuelle Avenir Santé est représentée au sein de notre conseil d'administration par son président Alexandre André,

connu par ses engagements dans l'innovation au service de la solidarité telle la Fabrique d'Assurance présidée par Jean-Louis Bancel.

L'Ipsec, institut de prévoyance du groupe caisse des dépôts, nommé comme administrateur de l'Ipse, son directeur général délégué, François Minot, homme attaché au dialogue social de gestion illustré par le paritarisme et grand découvreur d'espace de vie et de culture. ■

Avenir
Santé

L'Ocirp, leader pour le 5^e risque



Le 21 janvier 2016, l'Ocirp a organisé le 8^e Débat sur l'autonomie, auquel l'Ipse a participé. Cette année, l'accent a été mis sur les politiques et les financements à mettre en place pour couvrir ce 5^e risque.

Selon l'Institut national d'études démographiques (Ined), le nombre de personnes en perte d'autonomie devrait doubler en France d'ici 2060. Laurence Rossignol, secrétaire d'Etat chargée de la Famille, de l'Enfance, des Personnes âgées et de l'Autonomie, reconnaissant l'urgence de la situation et assurant que le gouvernement œuvre en ce sens, regrette toutefois le manque d'implication des partenaires sociaux à ce sujet.

En 2015, 78,3% des usagers français pensent qu'il faut se prémunir financièrement face à ce risque, mais seulement 25,8% estiment qu'ils le sont effectivement.

Alors qu'outre-Rhin, confrontée à un vieillissement rapide de sa population, l'Allemagne a instauré l'assurance dépendance (« Pflegeversicherung ») en 1995. Elle a été réformée à plusieurs reprises afin de prendre en compte les diverses évolutions. Depuis 2012, il existe une couverture complémentaire dépendance privée subventionnée par l'Etat. ■

EU 2016

Présidence de l'UE : *les Pays-Bas misent sur une approche pragmatique*

Du 1 janvier au 30 juin 2016 les Pays-Bas détiennent la présidence de l'Union européenne. Au cours des six prochains mois, les représentants néerlandais vont présider les réunions du Conseil des Ministres de l'UE et auront la délicate tâche de définir des positions communes aux 28 pays membres de l'UE. Début janvier, l'Ipse a eu l'opportunité de rencontrer deux diplomates de la Représentation permanente des Pays-Bas auprès de l'Union européenne afin d'échanger avec eux sur les priorités de la présidence. Lors de ce dialogue, la présidence néerlandaise a clairement exprimé sa volonté de se focaliser sur la mise en place des décisions qui ont été prises au cours des derniers mois. Il s'agit peut-être de la seule manière d'obtenir des résultats en ces temps difficiles pour l'Union européenne, alors que la crise des réfugiés éclipsé d'autres questions importantes.

Au cours de l'entretien que les diplomates néerlandais ont eu l'amabilité de nous accorder, nous avons eu l'opportunité de discuter d'un certain nombre

de sujets liés aux politiques sociales de l'Union européenne qui constituent des priorités de la présidence néerlandaise. Certains d'entre eux présentent un intérêt particulier pour les membres de l'Ipse :

le travail décent, la directive sur les travailleurs détachés, l'économie sociale, le pilier européen des droits sociaux et la réduction de la pauvreté au sein de l'UE.

➤ **Travail décent** : le 8 février 2016, la présidence a organisé une conférence à Amsterdam pour discuter de la manière dont on peut mieux appliquer la législation européenne dans ce domaine. Liées à cet aspect il y a des questions telles que la sécurité et la protection des travailleurs contre les carcinogènes sur les lieux de travail.

➤ **Directive sur le détachement des travailleurs** : la révision de la directive avait été reportée en décembre 2015. Le commissaire Thyssen a annoncé qu'une "révision ciblée" sera présentée le 8 mars.

➤ **Economie sociale** : la présidence néerlandaise suivra l'application des conclusions du Conseil adoptées sous la présidence luxembourgeoise en décembre 2015, lorsque les ministres de l'EU ont reconnu l'importance de développer l'économie sociale. La présidence néerlandaise a souligné qu'il appartient aux Etats membres de mettre en œuvre les conclusions du Conseil. Les Pays-Bas ne font pas partie des six Etats membres qui ont signé la Déclaration de Luxembourg et qui ont décidé de coopérer pour la promotion de l'économie sociale (Luxembourg, France, Italie, Espagne, Slovaquie et Slovénie).

➤ **Pilier européen des droits sociaux** : en septembre 2015, lors de son discours sur l'état de l'Union, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé la mise en place d'un « pilier européen des droits sociaux ». La présidence néerlandaise ne s'attend pas à ce que des décisions soient prises d'ici la fin de ce semestre, puisque pendant cette période la Commission va organiser une large consultation sur le contenu de ces droits sociaux.

➤ **Lutte contre la pauvreté** : il s'agit d'une des questions prioritaires de la présidence, qui va organiser des rencontres et des débats sur la manière de s'attaquer à la pauvreté. Les Pays-Bas estiment qu'une plus forte coopération soit nécessaire entre les institutions publiques et les organisations non-gouvernementales, notamment au niveau local, et espère arriver à un accord politique sur ce sujet à travers des conclusions qui devraient être adoptées en juin. ■



Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas

EU Presidency: *the Netherlands relies on a pragmatic approach*



3D printed modular 'Europe building' erected for Netherlands Presidency of the Council of the European Union

From 1 January to 30 June 2016, the Netherlands holds the presidency of the European Union. Over the next six months, the Dutch representatives will chair the Council of the European Union's meetings and will have the delicate task to define common positions among the 28 EU member States. Early January, Ipse had the opportunity to have a conversation on the priorities of the presidency with two Dutch diplomats in charge of social policies at the Permanent Representation of the Netherlands to the European Union. What emerged from the conversation was the will of the Presidency to focus on the implementation of decisions that have been taken over the last months. Perhaps the only way to secure some results in these troubled times for the European Union, where the refugee crises overshadow many other important issues.

During the course of the interview that the Dutch diplomats were so kind to concede us, a certain number of issues pertaining to the EU social policies were discussed, which represent the priorities of the Presidency. A few of them are of specific interests for Ipse members, such as decent work, the posting of workers directive, social economy, the European Social pillar and the reduction of poverty within the EU.

➤ **Decent work:** on 8 February 2016, the presidency held a conference in Amsterdam to discuss how to better enforce the EU law in this field. Related to this aspect are topics such as health and safety in workplaces and the protection of employees against carcinogens in the workplace.

➤ **Posting of Workers Directive:** the review of the directive was delayed in December 2015. Commissioner Thyssen announced that a "targeted review" of the directive will be presented on 8 March.

➤ **Social economy :** the Dutch presidency will follow the implementation of the Council conclusions adopted under the Luxembourgish presidency in December 2015, when EU ministers agreed on the importance of developing social economy. The Dutch presidency underlined that it is up to member States to implement the Council conclusions. The Netherlands is not part of the group of six members States of the Luxembourg Declaration that agreed to cooperate for the promotion of social economy (Luxembourg, France, Italy, Spain, Slovakia and Slovenia).

➤ **European social pillar:** the president of the European Commission, Jean-Claude Juncker, announced the establishment of a "European pillar of social rights" in his State of the Union address in the European Parliament in September 2015. The Dutch presidency does not expect any decisions before the end of this semester, given that during this period the Commission will organise a large consultation on what rights this pillar should include.

➤ **Fight against poverty:** the Presidency put this topic high on the agenda and will organise meetings and debates on how to tackle poverty. The Netherlands is convinced that a stronger cooperation between public institutions and NGOs is needed, especially at the local level, and hopes to arrive at a political agreement on this subject with Council conclusions to be adopted in June. ■

L'Association Internationale de la Mutualité : *Un partenaire essentiel pour l'Ipse*

Entretien avec Menno Aarnout, Directeur général



Présentation de l'Association Internationale de la Mutualité et de ses activités, notamment au niveau européen.

L'Association Internationale de la Mutualité est un réseau de mutuelles et d'organismes d'assurance maladie à but non lucratif fondé en 1950, dont les membres sont présents en Amérique latine, en Afrique et dans 20 pays européens. Rien qu'en Europe, 200 millions de citoyens sont couverts par des membres de l'AIM pour leurs besoins de santé.

L'AIM, dont le siège se trouve à Bruxelles, fournit une plateforme pour échanger des idées et des enjeux, ainsi que sur des bonnes ou mauvaises pratiques. De plus, les membres de l'AIM sont régulièrement informés des développements politiques au sein des institutions de l'Union européenne. Par le biais de l'AIM, les décideurs à Bruxelles sont sensibilisés sur la position des membres de l'AIM en différents domaines politiques.

Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les mutuelles, en Europe et au-delà, et les perspectives globales du mouvement mutualiste ?

Tout d'abord, il est essentiel que les décideurs politiques soient conscients du rôle des mutuelles santé, aussi bien au

niveau national, européen et international. Souvent, lorsqu'on parle de croissance économique et de réduction du taux de chômage, on se focalise trop sur le rôle des sociétés à but lucratif. Néanmoins, les sociétés à but non lucratif, tels les membres de l'AIM, peuvent jouer un rôle très important dans l'économie. En effet, elles donnent du travail à beaucoup d'Européens et contribuent à la stabilité financière et à la croissance économique. Par ailleurs, elles sont les gardiennes de la solidarité entre les riches et les pauvres, les jeunes et les personnes âgées, les personnes malades et celles en bonne santé. Lorsqu'on développe des politiques, que ce soit à travers des accords commerciaux tel le TTIP, des critères de solvabilité ou des règles de marché intérieur, il est toujours important de garder à l'esprit l'impact que ces mesures auront sur les organismes d'assurance maladie et leurs affiliés en général, et sur les mutuelles en particulier. Ceci est l'une des missions principales de l'AIM.

Deuxièmement, les systèmes de santé du monde entier doivent faire face à des tendances importantes : le vieillissement de la population, les développements technologiques, le poids toujours plus lourd des maladies non-transmissibles etc. Ces tendances vont transformer les systèmes de santé de manière considérable. En même temps, nous devons faire face à une croissance économique très faible qui limite les possibilités d'augmenter les dépenses de santé.

Dans ce contexte complexe et en mutation, **les membres de l'AIM essaient de contribuer, de manière solidaire et aussi bien qu'ils le peuvent, à l'accès à des soins de qualité pour le plus grand nombre. C'est notre mission pour le présent et pour les années à venir. L'AIM porte la position de ses membres à l'attention des décideurs politiques au niveau Européen, mais aussi à celle des représentants des organisations de patients, des prestataires de services de santé et de l'industrie, afin de faire en sorte que les systèmes de santé continuent de fournir les services dont nos sociétés nécessitent.**

De quelle manière l'AIM et l'Ipse pourraient-ils travailler davantage ensemble, dans le but de construire une Europe plus solidaire ?

L'Ipse et l'AIM partagent clairement plusieurs objectifs communs. Alors que l'Ipse s'occupe de la protection sociale en général, l'AIM se focalise sur la santé. Les sujets sur lesquels nos institutions travaillent sont trop importants, et nos organisations trop petites, pour qu'on puisse se permettre de créer des « îles ». Il est donc primordial que nous échangions davantage sur nos activités et que nous puissions créer des alliances dès qu'il est possible. Ensemble, nos voix auront plus de chances d'être entendues. ■

International Association of Mutual Benefit Societies: A key partner for Ipse

Questions to Menno Aarnout, Executive Director of AIM

➤ Presentation of the Association of Mutual Benefit Societies and its activities, especially at the European level.

Association of Mutual Benefit Societies is a network organization of mutuals and other non-profit healthcare payers, established in 1950. It has members in Latin America, Africa and in 20 countries in Europe. Within Europe alone, 200 million citizens are covered for their healthcare needs through members of AIM.

AIM is based in Brussels and provides a platform for its members to share ideas, challenges and good and bad practices. In addition, members of AIM are kept up-to-date about developments within the institutions of the European Union. Through AIM, policy makers in Brussels are made aware of the position of AIM members in many different policy areas.

➤ Which are the main challenges faced by mutual benefit societies, in Europe and beyond, and the global perspectives of the mutualist movement?

In the first place it is extremely important, at national, European and inter-

national level, to make policy makers aware of the existence of healthcare mutuals. To create economic growth and reduce unemployment, the focus is too often too much on the private for profit organizations. Nevertheless, non-profit organizations, like the members of AIM, have an extremely important role to play in the economy. They are employers for many Europeans, can contribute to financial stability and economic growth and are important guardians of solidarity between rich and poor, young and old and healthy and sick. When policies are developed, be it trade agreements (for example TTIP), solvency requirements or internal market rules, it is always important to keep in mind what the impact of those rules are on non-profit healthcare payers and their affiliates in general and mutual benefit societies in particular. That is one of the main assignments of AIM.

In the second place healthcare systems worldwide are faced with important trends. The ageing society is of course an important trend, but also technological development, the increasing burden of non-communicable diseases etc. are trends that will change healthcare systems tremendously. At the same time we are confronted with low rates of economic growth and thus limited

space to accommodate for increasing healthcare expenditure. In this complex and changing environment AIM members try to contribute as good as they can to give broad access to good quality healthcare, based on solidarity. Not only today, but also in the years to come. AIM brings the position of its members to the attention of policy makers at European level, but also to patient organizations, healthcare provider and industry representatives to be able to guarantee together that the healthcare systems provide and continue to provide what our societies need.

➤ How can the AIM engage more closely with Ipse and its members, with the aim of building a more solidarity-based European Union?

It's obvious that Ipse and AIM have many objectives in common. Where Ipse deals with social protection in general, AIM focusses on healthcare. The topics we work on are too important, and our organizations too small, to allow for the creation of islands. It is crucial that we inform each other about what we do and to form alliances where ever and as often as possible. Together our voices are better heard. ■



« Brexit » : l'accord suffira-t-il pour une victoire du « in » ?

Vendredi 19 février, après d'âpres négociations de trente heures, un accord a été trouvé entre les 28 dirigeants européens sur la demande d'un « statut spécial » pour le Royaume-Uni. Celui-ci comprend notamment des dispositions sur l'immigration, la souveraineté et la gouvernance économique du pays. Fort de cet accord, David Cameron va désormais s'employer à convaincre les Britanniques de voter en faveur du « in » lors du référendum du 23 juin prochain.

Après le « Grexit », l'Union européenne doit maintenant jongler avec le « Brexit ». La négociation marathon de ces derniers jours a finalement abouti à un accord jugé satisfaisant par les uns, et sans envergure pour les autres.

Que contient l'accord ?

L'un des principaux sujets sur la table était l'**immigration**. David Cameron a obtenu de pouvoir limiter pendant quatre ans, voire sept ans dans certains cas, l'accès aux prestations sociales pour les nouveaux migrants « non-Britan-

niques ». L'Ipse dénonce cette mesure qui risque de plonger les migrants dans une plus grande précarité. En outre, un système sera mis en place afin d'indexer les allocations familiales, accordées aux parents travaillant au Royaume-Uni et dont les enfants ne vivent pas dans un autre pays, au niveau de vie du pays où ils résident. Cette mesure s'applique aux nouveaux demandeurs mais pourra être étendue aux bénéficiaires actuels à partir de 2020. Cette disposition implique la modification du règlement 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ce qui permettrait à tous les pays de bénéficier du dispositif. Les Danois et les Allemands ont déjà manifesté leur intérêt...

Par ailleurs, David Cameron a obtenu une victoire symbolique sur la **souveraineté** de son pays. Il lui a été accordé que, dans le cadre de la prochaine modification des traités, le Royaume-Uni soit explicitement dispensé d'un des piliers de construction de l'UE, qu'est l'obligation de former une « Union toujours plus étroite » avec les autres Etats membres.

Le système du « carton rouge » permettant à un groupement de parlements nationaux d'opposer un veto à toute législation européenne a également été validé, mais il a été vidé de sa substance par l'ajout d'une obligation d'alliance à hauteur de 55% des votes alloués auxdits parlements.

Enfin, l'UE a concédé sur le champ de la **gouvernance économique** avec des protections pour la City contre toute forme de discrimination des pays utilisant l'euro.

Qu'en pense la presse britannique ?

Le Daily Mail dénonce une « mascarade », tout comme le Times qui estime que David Cameron a remporté « bien peu de chose », ajoutant que « son problème et celui du Royaume-Uni est qu'il n'a pas réussi à obtenir une Europe qui vive et nous laisse vivre ». A l'inverse, le conservateur Telegraph félicite le premier ministre pour le courage dont il a fait preuve en organisant un référendum « permettant au Royaume-Uni de prendre son destin en main ». Quant au quotidien de centre gauche, le Guardian, favorable au maintien dans l'UE, il croit que l'accord trouvé peut aider à convaincre les indécis. À l'Ipse, nous redoutons que cette négociation amplifie le mouvement vers une Europe « à la carte » comme explicité dans l'édito. ■

“Brexit”: will the agreement be enough to ensure a win for “in”?

On Friday, February 19, after 30 arduous hours of negotiation, the 28 European leaders came to an agreement regarding the UK's demand for “special status.” The agreement particularly includes provisions on immigration, national sovereignty and economic governance. Having won this first battle, David Cameron will now set about convincing the population to vote “in” in the referendum scheduled for June 23.

After the “Grexit”, the European Union

must now deal with the “Brexit.” The marathon negotiating sessions over the past days finally led to an agreement judged satisfactory by some, and weak by others.

What does the agreement say?

Immigration was one of the main subjects on the table. David Cameron won the right to limit access to social benefits for new “non-British” migrants for four years, and even seven years in certain cases. Ipse condemns this measure,

which threatens migrants with even greater insecurity. Moreover, an indexing system will be established to provide that benefits paid to parents working in the United Kingdom whose children live in another country reflect the standard of living of the latter country. This measure applies to new applicants, but may be extended to current recipients as of 2020. The provision requires amending regulation 883/2004 on the coordination of social security systems, which would allow it to be implemented in all

countries. Denmark and Germany have already expressed interest...

David Cameron also won a symbolic victory regarding his country's **sovereignty**. The UK was granted an explicit dispensation from one of the pillars of EU construction: the obligation to form an ever-closer Union with other Member States. This exoneration will apply following the next treaty revision. The red card system, whereby groups of national parliaments could veto any European legislation, was also approved, albeit stripped of its significance by the addition of a clause requiring that 55% of

parliaments oppose a proposal for the challenge to be effective.

Finally, the EU made concessions in the field of **economic governance**, ensuring that the City would be protected against any form of discrimination from euro-zone countries.

What does the British press have to say?

The *Daily Mail* called the agreement a "sideshow", a sentiment shared by *Times*, which goes on to say that David Cameron's victory amounts to "thin

gruel", and that the problem faced by both the Prime Minister and the UK is that he was unable to bring forth a "live-and-let-live" Europe. On the other side, the conservative *Telegraph* congratulated the Prime Minister for his courage in organizing a referendum that will allow the United Kingdom to "take its destiny in hand". Meanwhile, the *Guardian*, a center-left daily in favor of remaining in the EU, believes that the agreement may help persuade undecided voters.

As for *Ipse*, we fear that this negotiation may intensify the movement towards an "à la carte" Europe, as mentioned in the editorial. ■

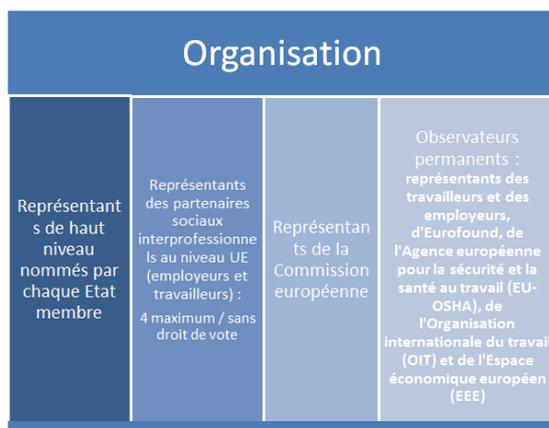
Une plateforme européenne pour lutter contre le travail non déclaré

Le Parlement européen a adopté, mardi 2 février, un projet législatif établissant une « plateforme européenne » afin d'accroître la coopération entre les acteurs des différents Etats membres pour lutter efficacement contre le travail dissimulé, qui pèse environ 18% du PIB de l'UE.

Le projet législatif qui vise à mettre en place une plateforme européenne de lutte contre toute activité de nature légale mais non déclarée aux pouvoirs publics, a été approuvé par les députés par 619 voix pour, 69 voix contre et 7 abstentions. Ses principaux objectifs sont non seulement « d'empêcher, de décourager et de combattre le travail non déclaré, mais aussi de promouvoir la transformation de telles activités en travail déclaré », a déclaré Georgi Pirinski (S&D), en charge du projet de législation au Parlement.

L'Ipse salue cette initiative qui, espérons-le, va améliorer les conditions de travail de ces travailleurs sujets au dumping social les plongeant souvent dans une grande précarité. Le principal pays touché par ce phénomène est la Bulgarie avec une économie non déclarée qui s'élève à plus de 30% du PIB.

Cette proposition remonte à la présentation du « paquet emploi » en 2012 et fait suite à une résolution adoptée au Parlement européen. Le projet législatif doit encore être formellement approuvé par le Conseil des ministres et n'entrera en vigueur qu'après sa publication au Journal officiel de l'UE. ■



A European platform to fight undeclared labor

In a vote on Tuesday, February 2, the European Parliament endorsed draft EU legislation establishing a "European platform" to combat undeclared work. The platform will enhance cooperation among actors in the EU Member States on how best to combat the undeclared economy, which accounts for 18% of EU GDP.

The draft proposal intended to establish a European platform to combat paid activity that is lawful in nature, but not declared to public authorities was approved by MEPs by 619 votes for and, 69 votes against, with seven abstentions. Its main objectives is not only to "prevent, deter and combat undeclared work but also to promote the transformation of such work into declared work," according to Georgi Pirinski (S&D), who was in charge of steering the legislation through Parliament.

IPSE supports this initiative which, hopefully, will improve working conditions for workers subject to the social dumping that often places them in highly precarious situations. The country most

affected by this phenomenon is Bulgaria, whose non-declared economy accounts for over 30% of GDP.

This proposition finds its root in the presentation of the 2012 "employment package" and comes in the wake of a resolution adopted by the European Parliament. The draft legislation must still be formally approved by the Council of Ministers and will enter into force only after its publication in the EU Official Journal. ■

Wroclaw, Poland's European showcase

In these tough times for the future of the European project, the European Capital of Culture initiative is vital to restore a positive image of our continent as a land of solidarity. Wroclaw faces a dual challenge, as it will have to show a pro-European face that is very much at odds with the attitude expressed by the Polish government in recent months.

Wroclaw stands out as one of those European cities whose history is intimately linked to our continent's recent past. This city of 633,000 inhabitants, capital of the industrial region of Lower Silesia, was known by the German name of Breslau until 1945, when it became part of Poland following the Potsdam Conference. A city of culture and hometown of no less than six Nobel Prize laureates, it shares with San Sebastian, Spain, the title of 2016 European Capital of Culture. Numerous events will be organized throughout the year, drawing from eight art forms: architecture, cinema, music, literature, opera, performance arts, theatre and visual arts. Between April 2016 and April 2017, Wroclaw will also be UNESCO World Book Capital. One of the main theatrical projects is called "Voice of the Excluded," in which socially excluded groups work with professional artists to create theatre and music performances. The organizers aim to create a common cultural area allowing for the exchange of experiences and best practices, while establishing a network of international cooperation. In the past, events organized in European Capitals of Culture have proved to be a powerful force, stimulating the economy and appeal of the cities concerned. In Poland's current political environment, ever further removed from European values, Wroclaw has the chance to shine as the face of a Poland that remains open onto Europe rather than retreating into nationalism. ■

www.wroclaw2016.pl

Wroclaw, vitrine européenne de la Pologne



En ces temps durs pour l'avenir du projet européen, la relance d'une image positive et solidaire de notre continent passe aussi par l'initiative des capitales européennes de la culture. Pour Wroclaw le défi est double, puisqu'elle devra également montrer un visage pro-européen bien différent de celui affiché par le gouvernement polonais ces derniers mois.

Wroclaw est l'une de ces villes européennes dont l'histoire est étroitement liée à l'histoire récente de notre continent. Cette ville de 633 mille habitants, capitale de la région industrielle de la Basse-Silésie, était connue sous le nom allemand de Breslau jusqu'en 1945, lorsqu'elle fut rattachée à la Pologne suite aux accords de Potsdam. Ville de culture ayant donné naissance à pas moins de six prix Nobel, elle est en cette année 2016 l'une des deux Capitales européennes de la culture avec San Sébastien (Espagne). Au cours de toute l'année de nombreux événements seront proposés autour de huit arts : l'architecture, le cinéma, la mu-

sique, la littérature, l'opéra, le spectacle, le théâtre, les arts visuels. Entre avril 2016 et avril 2017 Wroclaw sera également la Capitale mondiale du livre de l'UNESCO. Un des projets phares dans le domaine théâtral sera la « Voix des exclus », grâce auquel des personnes provenant de milieux défavorisés vont travailler avec des artistes à la création de spectacles. L'objectif des organisateurs est de créer un espace culturel permettant l'échange d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que la création d'un réseau de coopération internationale. Par le passé, le programme des villes capitales européennes de la culture s'est révélé être un puissant levier capable de relancer l'économie et l'attractivité des villes concernées. Dans le cadre politique polonais actuel, de plus en plus éloigné des valeurs européennes, Wroclaw pourra se présenter comme la vitrine d'une Pologne qui ne se replie pas sur elle-même mais au contraire s'ouvre à l'Europe. ■

www.wroclaw2016.pl



San Sebastian met à l'honneur l'innovation sociale



Le comité organisateur de San Sébastian a misé sur l'engagement citoyen et l'innovation sociale pour célébrer le rôle de la ville comme capitale européenne de la culture 2016. Seule une réappropriation du projet européen par les citoyens permettra à l'Europe de retrouver le chemin qu'elle semble avoir perdu à l'heure actuelle.

Donostia, plus généralement connue sous le nom de San Sébastian, n'a probablement pas besoin du statut de Capitale européenne de la culture pour développer son tourisme. Cette ville de 186 mille habitants, possède déjà une grande renommée de par sa dimension culturelle et gastronomique. Chaque année depuis 1953, à la mi-septembre, Saint Sébastian accueille l'un des festivals de cinéma les plus importants au monde. Côté gastronomie, elle partage avec Paris, Tokyo et New York le privilège d'être l'une des rares villes au monde possédant trois restaurants avec trois étoiles. Les mots

clés qui lient les activités proposées dans le cadre de la Capitale européenne de la culture sont innovation et participation, autour de trois axes : la résolution des problèmes par le dialogue, l'amélioration de la qualité de vie et le pouvoir communicatif des manifestations artistiques. Au cours de 2015, des projets innovants d'initiative citoyenne ont été primés avec des financements spécifiques. L'un d'entre eux, nommé TeatralMente, consiste à représenter une œuvre réalisée et interprétée par des personnes atteintes de maladies mentales. Ce sera une œuvre sous forme d'humour, qui dédramatise et déculpabilise la maladie. Produire et réaliser une œuvre de théâtre par ces personnes atteintes de santé mentale améliorerait la qualité de leur vie en plus de les rapprocher et de les intégrer à la société. Les représentations auront lieu dans des centres culturels et dans des centres de santé mentale. ■

<http://dss2016.eu>

Social innovation center stage in San Sebastian

The San Sebastian organizing committee placed its faith in civic engagement and social innovation to celebrate the city's role as 2016 European Capital of Culture. The only way for a seemingly disoriented Europe to get back on track is for citizens to reclaim control of the European project.

Donostia, more commonly known as San Sebastian, probably does not need the status of European Capital of Culture to attract tourists. This city of 186,000 inhabitants already enjoys a solid reputation for its cuisine and its cultural dimension. Every September since 1953, San Sebastian has hosted one of the world's most distinguished film festivals. When it comes to cuisine, it boasts the rare privilege, shared with Paris, Tokyo and New York, of offering three 3-star restaurants. Innovation and participation are the key words linking the different activities in store in this European Capital of Culture, organized with a threefold focus: solving problems through dialogue, improving quality of life and highlighting the communicative power of artistic events. In 2015, several innovative projects developed by citizens were commended and awarded specific funding. One such project, known as TeatralMente, stages works written and performed by mentally ill artists. It will use humor to destigmatize and soften the perception of mental illness. For these artists, producing and performing a play would enhance their quality of life while helping them create stronger ties and become more integrated into society. Performances will take place in cultural centers and mental health centers. ■

<http://dss2016.eu>



La famille, le noyau dur de la solidarité en Italie

« Italie, l'esthétique du miracle » est un ouvrage qui revient sur l'Italie, un pays aux mille et une facettes marqué par des histoires qui diffèrent d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre.

Dépourvue des siècles durant d'un centre institutionnel reconnu, la société italienne s'est toujours caractérisée par un fort individualisme. Cela peut paraître paradoxal par rapport à l'image qu'elle renvoie d'un peuple généreux et solidaire. Cependant, l'existence même de liens familiaux très forts permet d'une part, aux individus de se sentir protégés et d'autre part, de développer une solidarité concrète au sein de la famille et entre les familles.

Dans ce livre, le sociologue Michele Sorice explique que deux modèles de famille ont convergé : un modèle idéal de famille comme lieu de rencontre, et un modèle instrumental qui voit dans la famille un élément économique. L'indivisibilité des biens et la grande richesse des familles italiennes due à l'épargne, contribuent à expliquer la stabilité économique des italiens malgré des années de stagnation et la crise économique. ■



Richard Heuzé, Italie, « l'esthétique du miracle », éd. Nevicata, coll. L'âme des peuples, 2015.

La Touraine, berceau de longévité

L'Ehpad d'Onzain, commune au cœur du vignoble du Touraine-Mesland, sait s'en orgueillir : deux de ses pensionnaires sont probablement les jumelles les plus âgées, connues actuellement, dans le monde.

Paulette Olivier et Simone Thiot, par ailleurs grands-tantes de notre collaboratrice «ipsienne» Sophie Ruiz, continuent ainsi à bénéficier des services de notre adhérent Pro BTP.

« Nous avons chacune notre chambre – elles sont l'une en face de l'autre – nous avons juste le couloir à traverser pour aller papoter. C'est mieux comme ça car on aurait du mal à se supporter à plein-temps.

« Nous sommes ici dans un établissement doré et le personnel est très gentil. Nous

lisons, regardons la télévision mais ça commence à fatiguer les yeux. » Elles ajoutent pourtant : « Nous aimons aussi le modernisme; nous aurions bien appris l'informatique, mais à notre âge... » Paulette fut coiffeuse et Simone, couturière comme sa mère. Elles n'ont pas eu d'enfant.

A la traditionnelle question sur le secret de leur longévité, elles répondent : « Il ne faut pas faire d'excès, nous ne buvons pas d'alcool, une vie saine... mais, surtout, il faut rire car c'est bon pour la santé. Quant aux ennuis, il faut en parler le moins possible, seulement à quelques amies. »

A 104 ans, les jumelles s'intéressent à la vie de tous les jours, aux nouvelles; en décembre, elles sont allées voter. A son âge, Simonne se déplace même sans canne ni déambulateur! ■



© Sophie Ruiz

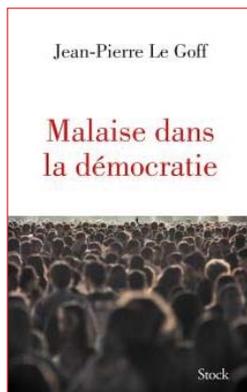
De gauche à droite : Simone Thiot, Sophie Ruiz et Paulette Olivier



Une économie écologique est-elle possible ?

Ouvrage collectif
Alternatives économiques,
L'économie politique n°69,
Janvier-Mars 2016

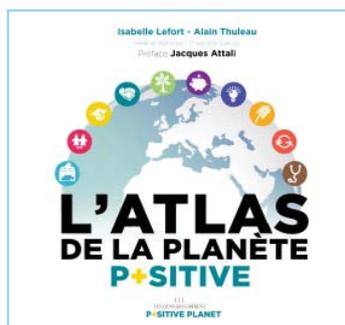
Dans ce numéro de « L'économie politique », trimestriel d'Alternatives économiques, on part de la COP21 pour aborder le débat sur l'économie écologique, à savoir l'économie comme sous-ensemble intégré dans un système plus grand (la biosphère) dont il dépend. Parmi les contributions, particulièrement intéressante celle d'Hugo Lasalle sur la question démographique. Lasalle illustre bien que la démographie n'est pas une variable autonome, mais elle est étroitement liée aux rapports sociaux et aux modes de vie. Au lieu d'appeler à une réduction mécanique de la population par le mariage tardif et le contrôle de naissance, il faudrait repenser notre modèle de consommation. Si la logique malthusienne a été désormais acceptée au fil de conférences mondiales sur la démographie et confirmée par des scénarios proposés par l'ONU (qui prévoit une population entre 7 et 16 milliards de personnes d'ici 2100), elle doit désormais intégrer la question du niveau de vie et des systèmes de production et de consommation.



Malaise dans la démocratie

Jean-Pierre Le Goff
Éditions Stock, Février 2016

Philosophe de formation et sociologue, Jean-Pierre Le Goff dresse les grandes fractures entre « l'ancien et le nouveau monde », symptôme d'un malaise aussi européen que national. Il établit un rapport avec les événements tragiques de 2015 en France, en évoquant un « chaos des idées » : ne plus savoir d'où l'on vient, qui l'on est, où l'on va ? Et « comment est-on arrivé là ? » L'auteur propose quelques pistes de réflexions sur une reconstruction possible et ses conditions.



L'Atlas de la planète positive

Isabelle Lefort, Alain Thuleau,
 Hélène Martinez, Charlotte Sarrola

Les Liens qui Libèrent et Positive Planet,
Novembre 2015

C'est quoi l'économie positive ? La réponse est contenue dans cet ouvrage réalisé en partenariat avec Ashoka,

MakeSense, Sparknews et le Mouves, qui recense de nombreux exemples de projets innovants dans des domaines aussi différents que la finance, l'éducation ou la santé. L'économie positive c'est l'économie au service des prochaines générations, ses acteurs sont des entrepreneurs sociaux ou traditionnels qui œuvrent pour trouver des solutions de développement durable capables de préserver notre planète. Il ne s'agit pas de faire de la philanthropie, mais plutôt d'une manière intelligente de servir ses propres intérêts économiques tout en agissant en faveur des générations futures.



Pourquoi Bruxelles brade l'Europe ?

Décrypter l'accord transatlantique.

Charlotte Dammane
 Collection Enquête d'Ailleurs
Éditions Hikari, Novembre 2015

Le Ttip ou Tafta, a toutes les raisons d'inquiéter : cet accord est d'une portée des plus conséquentes. Il touche tant les grands industriels que les PME, les États et les populations à travers notamment le sujet des normes sanitaires et environnementales. Il atteint les droits et les libertés publiques aussi.

On comprend les intérêts états-unis, d'ailleurs pas nécessairement homogènes, mais pourquoi la Commission Européenne multiplie tant d'effets pour sa réalisation. Un livre de parti-pris, à prendre alors comme une contribution au débat et à l'action.

L'Ipse vous invite à participer à sa

42^e Rencontre Iperse

Les 30 et 31 mai 2016

accueillie par La Maison de l'Europe de La Haye

sur le thème :

Les métamorphoses du travail à l'épreuve du numérique : les réponses de la protection sociale solidaire

-  Digitalisation et Big data : évolution ou implosion de nos modèles sociaux
-  Le Travail en plein bouleversement
-  De nouveaux droits à la protection sociale
-  Paritarisme et mutualisme :
quelles réponses au défi numérique

Réservez dès à présent vos dates!

Les 30 et 31 mai 2016

Le programme détaillé de la Rencontre Iperse sera bientôt disponible.

Institut de la protection sociale européenne

Iperse à Paris : 92 boulevard de Magenta - F 75010 - PARIS
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax : +33 1 40 36 07 65

europe sociale@euroipse.org - www.euroipse.org

